



SON EXCELLENCE MONSIEUR CHARLES KOFFI DIBY, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

---

## Cote d'Ivoire: Progrès et Défis de l'après-crise

*Séminaire « Marchés de la Prochaine Génération », JP Morgan  
Washington D.C., le 19 avril 2012*

# Sommaire

- I INTRODUCTION
- II UNE REPRISE ECONOMIQUE QUI S'ANNONCE VIGOUREUSE
- III LE PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COTE D'IVOIRE
- IV REGAIN DE CONFIANCE DES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX
- V CONCLUSION

# I. Introduction

---

# Introduction

- **Après la crise post électorale aigue qui a duré de novembre 2010 à avril 2011 et fortement affecté négativement sa situation économique et financière, la République de Côte d'Ivoire est repartie de l'avant**
  - Le second semestre 2011 a été marqué par la stabilisation de la situation politique et la reprise de l'activité économique
- **Les perspectives de développement s'avèrent prometteuses avec une croissance prévue supérieure à 8% en 2012**
  - Les performances économiques s'inscrivent dans un cadre macroéconomique solide appuyé par le FMI
    - L'accord avec le Club de Paris le 15 Novembre 2011 fait suite à l'adoption par le FMI d'un nouveau programme économique et financier pour la période 2012-2014 au titre de la facilité élargie de crédit
  - Le franchissement du point d'achèvement, attendu pour la fin du premier semestre 2012, permettra de dégager de nouvelles ressources pour financer l'effort d'investissement dans le cadre du Plan National de Développement (PND) récemment adopté par les Autorités
- **La République de Côte d'Ivoire entend normaliser totalement ses relations avec ses créanciers privés et ainsi favoriser un regain de confiance chez les investisseurs internationaux**
  - Un calendrier précis de remboursement pour l'ensemble des arriérés restants contribuera à renforcer la confiance des investisseurs internationaux

## II. Une reprise économique qui s'annonce vigoureuse

---

# Une contraction du PIB finalement moins sévère que prévu en 2011

La récession provoquée par la crise post électorale a finalement été moins forte qu'anticipé

- Le programme économique et financier adopté en novembre 2011 tablait sur une croissance négative du PIB de -5,8% en 2011 sous l'effet de la crise post électorale
- Le PIB s'est finalement moins contracté que prévu en 2011 (-4,7% sur l'année)
  - Cette évolution favorable tient principalement à la vigueur de la reprise économique intervenue à partir de juin 2011 grâce à la forte mobilisation du gouvernement en faveur du redémarrage de l'économie et de la reconstruction
- En mars dernier, la prévision de croissance du PIB pour 2012 autour de +8% a été confirmée
  - La confirmation d'une forte croissance anticipée en 2012 signifie que la crise post électorale est maintenant complètement derrière nous

<i>Programme du FMI, Novembre 2011</i>	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de croissance du PIB	2,4	-5,8	8,5	6,0	6,0
Déflateur du PIB	1,9	4,3	2,3	2,1	2,3
Solde budgétaire global en % du PIB	-2,3	-8,1	-4,4	-3,5	-2,9
Solde primaire de base en % du PIB	-0,2	-4,8	-2,0	-0,5	0,2
Solde courant extérieur en % du PIB	1,1	1,1	-1,7	-4,3	-4,8

Source : FMI, Document des services, Novembre 2011

# Une performance budgétaire finalement meilleure que prévue fin 2011

L'exécution budgétaire en 2011 a été meilleure que prévu grâce à la vigueur des recettes fiscales

- **La contraction moins forte que prévu du PIB en 2011 a soutenu les recettes budgétaires et a permis de constater en fin d'année une exécution budgétaire meilleure que prévu**
  - Le solde budgétaire primaire de base en 2011 était prévu à -4,8 % du PIB dans le cadre du programme et s'est finalement établi à -2,9%
  - Cette évolution favorable provient principalement d'une révision à la hausse des recettes fiscales de 16,2% à 17,5% du PIB
- **En 2012, l'exécution budgétaire pourrait également ressortir meilleure qu'anticipé**
  - Le programme retient l'hypothèse d'un solde primaire de base de -2% du PIB en 2012
- **A moyen terme, l'objectif est de générer un surplus primaire**

<i>MILLIARDS DE FCFA</i>	2010	2011 (PROGRAMME FMI)	2011 (RÉVISION)	2012 (PRÉVISION)
Recettes et dons	2283	1572	1726	2410
<i>% du PIB</i>	20.1	18.8	20.3	19.4
Recettes fiscales	1928	1352	1493	2041
<i>% du PIB</i>	17.0	16.2	17.5	16.2
Dépenses totales et prêts nets	2499	2251	2209	2964
<i>% du PIB</i>	22	26.9	25.9	23.6
Dépenses d'investissement	350	327	286	660
<i>% du PIB</i>	3.1	3.9	3.4	5.2
<b>Solde primaire de base (% du PIB)</b>	-0.3	<b>-4.8</b>	<b>-2.9</b>	-2.0

Source: Autorités

Note: Les ratios fiscaux sont établis à partir des données agrégées sur les trimestres T2-T4

# Une croissance 2012 soutenue par une vigoureuse relance de l'investissement

La forte croissance dont bénéficie la Côte d'Ivoire en 2012 repose en premier lieu sur l'investissement public et privé dont la promotion est au cœur du programme de réformes structurelles des Autorités

- **La prévision de croissance des Autorités pour 2012 repose sur l'anticipation d'une très forte reprise de l'investissement**
  - Les secteurs secondaire (+11,8%) et tertiaire (+14,4%) porteront la reprise après la forte contraction de 2011
- **L'effort d'investissement porte la reprise en 2012 avec une croissance de la formation brute de capital fixe anticipée en croissance de 58,3% par rapport à 2011**
  - Le taux d'investissement devrait passer de 8,2% du PIB en 2011 à 12% en 2012 (il était de 9% du PIB en 2010), l'investissement public prenant la plus large part à cette croissance
- **La relance des grandes réformes structurelles se poursuit au premier semestre 2012 pour accompagner l'effort d'investissement public et privé**
  - La rationalisation des dépenses courantes va se poursuivre pour dégager les marges nécessaires au financement du programme d'investissement public
  - La promotion des investissements privés se poursuivra grâce à l'amélioration de l'environnement des affaires (bonne gouvernance, justice, concurrence, sécurité des biens et des personnes) et la promotion des partenariats publics-privés

Croissance en volume (%)	2011	2012P
PIB total	-4,7	8,1
Secteur primaire	4,8	0,9
Secteur secondaire	-7,4	11,8
Secteur tertiaire	-12,4	14,4
FBCF	-13,7	58,3
Consommation finale	-5,1	6,0
Exportations	-4,0	4,6
Importations	-31,7	45,0

Source : Autorités Ivoiriennes



## Le point d'achèvement devrait être franchi fin juin 2012

- **Selon le FMI et la Banque Mondiale, les bonnes performances macroéconomiques de la Côte d'Ivoire et la finalisation des réformes structurelles constituant les déclencheurs définis au point de décision ouvrent la voie au franchissement du point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée à la fin du mois de juin 2012**
  - La mise en œuvre satisfaisante du programme économique et financier devrait amener le conseil d'administration du FMI à approuver courant mai la première revue de ce programme
    - L'approbation de cette revue est une condition clef au franchissement du point d'achèvement en juin
  - L'achèvement de la réforme du secteur café/cacao devrait faire l'objet d'une revue dans les deux prochains mois
    - Cette réforme essentielle, soutenue par les IFIs, a été renforcée sur le plan institutionnel fin 2011 avec la création du Conseil du Café et du Cacao chargé de superviser la gestion de l'ensemble du secteur
  - Le franchissement du point d'achèvement sera constaté conjointement par les conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale sur la base d'une évaluation des services du FMI et de la Banque Mondiale conduite durant le deuxième trimestre 2012

### **III. Le Plan National de Développement de la Côte d'Ivoire**

---

# Le Plan National de Développement vise à traduire dans la réalité la vision des autorités pour le futur de la Côte d'Ivoire

- **Le Plan National de Développement, adopté par les Autorités en Avril, vise à redonner au pays un rôle moteur en Afrique subsaharienne**
  - L'objectif affiché des Autorités est d'atteindre une croissance à deux chiffres en 2014 et de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020
- **Pour atteindre cet objectif, un certain nombre de conditions sont à remplir d'ici 2015**
  - Mettre en œuvre de manière satisfaisante le programme économique et financier 2012-2014 élaboré avec le FMI et poursuivre les réformes de structure
  - Promouvoir une croissance inclusive et renforcer l'accès des populations aux services sociaux
  - Optimiser la gestion des ressources publiques par une programmation crédible et cohérente des investissements et le maintien d'une politique d'endettement soutenable
  - Repositionner le pays comme pôle économique et moteur de l'intégration régionale

CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU PND : CROISSANCE SUR 2012-2015



Source: Autorités

## Le Plan National de Développement (PND) anticipe un effort d'investissement massif sur la période 2012-2015

- Les Autorités ont d'ores et déjà procédé à l'identification et à l'évaluation des projets et réformes clés du PND, qui se répartissent autour de quatre grands piliers que sont l'Education, la Santé, les Infrastructures et l'Industrie
  
- Le financement du PND reposera à la fois sur le secteur public et le secteur privé
  - L'hypothèse de base du cadre macroéconomique prévoit des dépenses d'investissement de 12 000 milliards FCFA (24 milliards USD) sur la période 2011-2015
    - En 2011, l'investissement total a représenté un peu plus de 900 milliards de FCFA (1,8 milliards USD)
  
    - Sur la période 2012-2015, environ 4500 milliards FCFA (9 milliards USD) d'investissements seront assurés par le secteur public et 6500 milliards FCFA (13 milliards USD) par le secteur privé
  
  - Selon le cadrage des Autorités, le taux d'investissement atteindrait 23,5% du PIB en 2015 contre 12% en 2012, l'investissement public passant de 5,3% du PIB à 9,1% du PIB et l'investissement privé de 6,7% à 14,4%

# Les projets clefs du PND

## EDUCATION/FORMATION

- Construction et équipement de 132 classes en préscolaire
- Réhabilitation de 30 000 classes
- Construction et équipement de 25000 classes au primaire
- Réalisation de 1500 latrines et points d'eau au primaire
- Construction et équipement de 10 collèges à base 4 et de 30 collèges à base 3
- Réhabilitation des Universités de Cocody, Abobo-Adjamé, Bouaké, Ures Korhogo, INPHB, ESIE
- Construction de 4 universités régionales et d'un village Universitaire

## SANTE

- Réhabilitation de 17 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR), 54 Hôpitaux Généraux (HG), 6000 ESPC
- Construction et équipement de 450 ESPC, 4 HG, CHR
- Mise aux normes des plateaux techniques de 43 Hôpitaux de référence
- Mise aux normes des plateaux techniques des CHR
- Réhabilitation des antennes INFAS de Bouaké et Korhogo
- Construction de 2 antennes d'INFAS à Daloa et Aboisso

## INFRASTRUCTURE/TRANSPORT

- Réhabilitation et relance des infrastructures routières
- Prolongement de l'Autoroute du Nord
- Aménagement de la route Boundiali-Tengrela-Mali
- Construction du Pont de Jacquerville
- Réhabilitation et Extension des Ports d'Abidjan et San-Pédro
- Réhabilitation du Chemin de fer Abidjan-Frontière du Burkina Faso
- Construction des voies ferrées San Pedro-Man et Ouangolo-Niélé-Frontière du Mali
- Réhabilitation de 8 aérodromes de l'intérieur et création d'une nouvelle compagnie aérienne

## ENERGIE/EAU/INDUSTRIE

- Réalisation de la 3ème phase d'Azito
- Augmentation de la puissance de CIPREL
- Construction et exploitation de la centrale thermique d'Abatta
- Construction du Barrage de Soubré
- Reprise des activités des Usines COTIVO à Agboville et UTEXI à Dimbokro
- Installation de décortiqueuses de Riz dans les zones de production
- Transformation de 50% des matières premières agricoles
- Construction de 4 blocs agro-industriels de production et de transformation de maraîchers

Source: Ministère du Plan et du Développement

## Le secteur public prendra toute sa part au financement du PND

- Les projections actuelles font l'hypothèse d'un besoin de financement public d'environ 2 500 milliards FCFA (5 milliards USD) sur la période 2012-2015, qui seront couverts :
  - En priorité par des dons et prêts projets concessionnels de la part des partenaires au développement de la Cote d'Ivoire
    - Une conférence des donateurs pour le financement du PND sera organisée une fois le point d'achèvement atteint
  - Par des émissions obligataires sur le marché régional dans la limite autorisée par le cadre de soutenabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale

<i>Milliards de FCFA</i>	2012	2013	2014	2015	TOTAL	MOYENNE
<b>Coût du PND</b>	1 520,9	2 263,3	3 129,5	4 162,3	11 076	2 769,0
<b>Recettes courantes</b>	2342,6	2873,1	3386,3	3985,9	12587,8	3 147
<b>Dépenses courantes</b>	2005,5	2130,8	2333,5	2552,6	9022,5	2 256
<b>Investissement public (A)</b>	676,4	1000	1291,2	1612	4 579,6	1 145
<b>Capacité de financement (B)</b>	675,9	110,1	518,0	774,5	2 078,5	519,63
<b>Besoins de financement public (C= B-A)</b>	-0,5	-889,9	-773,2	-837,5	-2 501,1	-625,3
<b>Financement privé</b>	844,5	1 263,3	1 838,3	2 550,3	6 496,4	1 624,1

*Source: Autorités*

# La mobilisation du secteur privé est un objectif clef du Gouvernement

La stratégie des Autorités vise à réserver les fonds publics aux dépenses régaliennes et aux investissements en infrastructures de base

- **Le Président de la République a demandé au Gouvernement de concentrer la dépense publique sur les missions régaliennes de l'Etat et de rechercher le plus possible un partenariat public-privé pour le financement des dépenses d'investissement**
  - Une fois le point d'achèvement franchi, les Autorités sont déterminées à mener une politique d'endettement prudente respectant les grands principes du cadre de soutenabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale
  - L'endettement extérieur sera principalement réservé aux prêts concessionnels pour financer la politique de développement inclusif du Gouvernement (éducation, santé ...) et l'équipement en infrastructures de base
  - Des ressources publiques pourront également être affectées à des projets d'investissement dans les infrastructures marchandes dans le cadre de Partenariats Public Privé
- **Les investisseurs privés sont invités à profiter des opportunités offertes en Côte d'Ivoire**
  - Le PND apporte aux investisseurs un cadre de moyen terme cohérent pour profiter des opportunités offertes par les perspectives de croissance très prometteuses en Côte d'Ivoire
  - Les opportunités pour les investisseurs privés seront particulièrement nombreuses dans le secteur de l'énergie et le secteur minier
    - Les besoins d'investissement en cours d'identification dans le secteur de l'énergie et des mines sont considérables : 21 Md€ sur 170 projets selon les estimations de l'administration
    - La Côte d'Ivoire ambitionne de devenir un noeud d'interconnexion régionale dans le secteur énergétique (interconnexion électrique avec les pays voisins, pipeline pour distribuer les produit pétroliers et le gaz)
    - La Côte d'Ivoire ambitionne également de jouer un rôle de premier plan en Afrique dans le domaine des énergies renouvelables (barrages, plan solaire)

## **IV. Regain de Confiance des Investisseurs Internationaux**

---



# La Côte d'Ivoire s'est engagée à revenir le plus rapidement possible vers ses créanciers privés après le point d'achèvement

Le Gouvernement est déterminé à présenter aux créanciers un calendrier de remboursement détaillé pour les arriérés dus le plus rapidement possible

- **Comme cela a été expliqué aux créanciers en janvier dernier à Londres, les conditions techniques n'étaient pas remplies à la fin de l'année 2011 pour permettre aux Autorités de formuler une offre aux créanciers pour le remboursement des arriérés**
  - A cette date, le cadrage économique et financier élaboré par le FMI et le Club de Paris ne donnait pas aux Autorités une visibilité suffisante sur la capacité de paiement pour faire une offre réaliste aux porteurs de l'obligation 2032
- **Le franchissement du point d'achèvement et la mise en œuvre de l'Initiative sur l'annulation de la dette multilatérale (IADM) contribueront à augmenter la capacité de paiement de la Côte d'Ivoire mais les contraintes de financement resteront fortes à court terme**
  - Selon des estimations du FMI et de la Banque Mondiale datant de 2009, l'atteinte du point d'achèvement fin 2011, aurait permis à la Côte d'Ivoire d'obtenir, au-delà des annulations de dettes accordées dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée, une annulation de la dette multilatérale d'environ 2 milliards USD (dont env. 1.7 milliard USD au titre de l'AID et env. 320 millions USD au titre de la BAD et du FMI)
  - L'impact favorable des annulations de dette sur les conditions de financement de l'Etat ne devrait se matérialiser que progressivement, la Côte d'Ivoire bénéficiant déjà d'un service de la dette externe allégé dans le cadre de l'Initiative PPTE
- **Conformément à leurs engagements les Autorités entendent proposer aux porteurs de l'obligation 2032 un calendrier précis de remboursement des trois coupons en arriérés au titre de l'Eurobond 2032**
  - Cette proposition sera assise sur la réévaluation de la capacité de paiement de la Côte d'Ivoire une fois prises en compte toutes les annulations de créances dont elle va bénéficier
  - Ce nouveau cadrage financier est en cours d'élaboration par les services du FMI sur la base de données actualisées
  - Un nouvel accord avec le Club de Paris devrait être conclu immédiatement après le franchissement du point d'achèvement et accordera les annulations de créances anticipées

## **V. Conclusion**

---

# La Côte d'Ivoire est repartie vigoureusement vers l'avant

## La Côte d'Ivoire constitue un marché clé en Afrique pour les investisseurs internationaux

- **Le franchissement du point d'achèvement attendu en juin 2012 va ouvrir une ère nouvelle pour la Côte d'Ivoire**
  - La Côte d'Ivoire va enfin tourner la page de plus de dix années de graves turbulences politiques
- **Forte d'institutions démocratiques pleinement rétablies et d'un endettement extérieur considérablement réduit, la Côte d'Ivoire ambitionne de redevenir la locomotive économique de l'Afrique de l'Ouest**
  - Le bon déroulement des élections législatives en décembre 2011 et la formation du nouveau gouvernement sont le gage d'une stabilité politique pleinement rétablie et durable
  - Le rétablissement des grands équilibres économiques et la mise en œuvre des réformes structurelles permettent d'anticiper une croissance forte et durable grâce à des flux d'investissement soutenus
- **Les Autorités appellent les investisseurs privés à venir tirer avantage des perspectives prometteuses du marché national et régional**
  - Le plan national d'investissement donne un cadre stratégique cohérent pour la politique d'investissement
  - Le secteur privé est appelé à investir dans les capacités productives, y compris dans le cadre de Partenariats Public-Privé